



DISCOURS

**DE SON EXCELLENCE, MONSIEUR LE PRESIDENT
DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT**

PROFESSEUR FAUSTIN-ARCHANGE TOUADERA

**A L'OCCASION
DE LA SOIXANTE TREIZIEME (73^e) SESSION
ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DES NATIONS UNIES**

NEW-YORK, le 27 septembre 2018

-
- **Madame la Présidente de la 73^e Session Ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies ,**
 - **Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement ,**
 - **Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies ,**
 - **Distingués délégués**
 - **Mesdames et Messieurs.**

Je voudrais tout d'abord adresser mes chaleureuses félicitations à la République de l'Equateur, particulièrement à vous, Madame la Présidente, pour votre brillante élection à la présidence de la 73^e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Je puis vous rassurer du plein soutien de mon pays pour l'accomplissement de votre mandat.

Par la même occasion, je tiens à saluer le travail abattu ainsi que les remarquables résultats obtenus par **Monsieur Miroslav Lajčák** au cours de la 72^e Session écoulée, qui ont contribué de manière significative au renforcement de la coopération entre nos États.

Je voudrais par ailleurs exprimer ma gratitude et réitérer notre confiance à l'endroit de **Monsieur Antonio GUTERRES**, Secrétaire Général des Nations Unies, pour son engagement soutenu en faveur de la paix et du développement dans le monde, et surtout pour les appuis constants et multiformes en faveur de mon pays la République Centrafricaine.

J'aimerais également profiter de cette tribune pour rendre un hommage appuyé au grand Africain et grand leader mondial que fut **Kofi Annan**, décédé le 18 Août 2018.

Je m'incline devant sa mémoire et salue son infatigable action à la tête de notre Organisation pour bâtir un monde meilleur.

- Madame la Présidente,

Cette 73^e Session se tient autour d'un thème d'importance.

Je viens donc partager nos contributions pour *Faire en sorte que les Nations Unies soient pertinentes pour tous dans le cadre d'un partenariat mondial et des responsabilités partagées pour des sociétés pacifiques, équitables et durables.*

En ce 21^e siècle, un tel objectif exige des réformes profondes au sein de notre Institution qui, depuis plus de 70 ans, a engrangé des acquis considérables à consolider même si des défis et des faiblesses restent encore à surmonter.

Avec la présente session, il s'agit de nourrir la réflexion sur la manière dont notre Organisation commune doit faire face aux nouveaux défis qui affectent le monde et nos sociétés aujourd'hui, notamment le terrorisme, l'extrémisme violent, le changement climatique, le phénomène migratoire et la pauvreté.

Le rôle des Nations Unies à travers la conjugaison des efforts des Etats membres dans le cadre d'une action multilatérale a permis de grandes avancées en matière de paix, de sécurité et de développement dans le monde.

Cela était vrai hier pour l'émancipation des peuples en vue de leur autodétermination.

Cela est encore vrai aujourd'hui pour la recherche de solution à des problèmes de plus en plus complexes : l'extrémisme violent et le terrorisme international, l'éradication de la pauvreté, la persistance des conflits dans le monde, les inégalités économiques et sociales persistantes, l'écart croissant du niveau de développement entre les États ou encore la violation massive des droits de l'homme.

Telle est la raison pour laquelle mon pays, la République Centrafricaine, continuera à soutenir le rôle central des Nations Unies dans la préservation et le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde.

- Madame la Présidente,

Le leadership mondial incarné par les Nations Unies doit être renforcé et doté d'outils nécessaires afin de répondre efficacement aux défis de l'heure, tout en assurant une meilleure répartition des tâches entre les États membres.

La République Centrafricaine, mon pays, soutient la position de l'Union Africaine, qui veut que l'Afrique soit pleinement représentée dans tous les organes de l'ONU.

Et surtout au Conseil de sécurité qui est le principal organe de prise de décision de notre Organisation commune, pour les questions liées à la paix et à la sécurité internationales.

En effet, il est grand temps de corriger l'inégalité historique qui continue à priver l'Afrique d'un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU avec droit de veto !

De la même manière, mon pays se joint à la voix africaine pour soutenir l'élargissement des sièges des membres élus par l'Assemblée Générale au Conseil de Sécurité.

Cela permettra une participation plus juste et plus équilibrée au sein de cet organe qui, de façon plus représentative assurera encore mieux son rôle dans la promotion de la paix dans le monde.

- Madame la Présidente,

La montée du terrorisme et de l'extrémisme violent constitue une sérieuse menace pour la sécurité internationale.

Elle hypothèque gravement la cohésion sociale dans nos pays, expose nos populations à une violence aveugle et engendre une succession de crises humanitaires et annihile les efforts de développement.

Face à cette grave réalité, l'Afrique fait montre d'une volonté assumée pour dépasser les cloisonnements régionaux, mutualiser les moyens et poser les jalons d'une approche holistique et cohérente qui contribue au développement d'une doctrine mondiale face à ces menaces asymétriques désormais dominantes.

Telle est la meilleure stratégie de prévention et de lutte contre ces fléaux, à travers des réponses spécifiques adaptées à notre environnement, dans le cadre de l'architecture mondiale de paix et de sécurité.

- Madame la Présidente,

De nos jours, l'autre préoccupation se trouve être l'ampleur problématique que prend le phénomène de la migration.

Bien gérée, la migration peut avoir un impact positif substantiel sur le développement des pays d'origine et avoir des avantages significatifs pour les pays de destination. Mal prise en charge, la migration présente de graves conséquences pour le bien-être des pays et des migrants avec un fort potentiel destabilisant sur la sécurité nationale et régionale.

C'est pourquoi, mon pays salue la tenue à Marrakech (Maroc) au mois de décembre prochain de la Conférence Intergouvernementale sur le Pacte Mondial pour des Migrations sûres, ordonnées et régulières et espère que ce forum débouchera sur des propositions constructives.

Sur un autre chapitre non moins important, notre planète continue toujours de subir les conséquences des phénomènes naturels comme les séismes, les précipitations, la sécheresse, l'avancée fulgurante du désert et le réchauffement climatique de la planète.

Aussi voudrais-je saisir cette occasion pour encourager tous les États signataires de l'Accord de Paris sur le changement climatique à mutualiser

leurs efforts afin de préserver notre environnement commun, et assurer un développement durable à notre planète.

- Distinguées personnalités,
- Mesdames et Messieurs,

Je voudrais aussi saisir cette occasion qui m'est offerte, pour évoquer avec vous la situation dans mon pays la République Centrafricaine.

Mais avant toute chose, je voudrais m'incliner respectueusement devant la mémoire de tous ceux qui sont tombés dans l'exercice de leur périlleuse et noble mission de paix en République Centrafricaine.

J'aimerais exprimer ici toute la gratitude du peuple centrafricain à l'ensemble de la Communauté internationale, pour tous les sacrifices consentis afin de ramener la paix dans mon pays.

Depuis deux ans et demi, mon Gouvernement œuvre sans relâche à la restauration des valeurs cardinales qui fondent la démocratie, la liberté et les droits de l'homme.

Pour y parvenir, nous nous attelons à restaurer l'autorité de l'Etat en poursuivant le travail de déploiement progressif de l'administration et des services de l'État dans nos provinces ainsi que le rétablissement des services sociaux de base.

En revanche, nous déplorons la persistance d'événements tragiques et douloureux perpétrés par les ennemis de la paix mus par des intérêts aussi sombres qu'égoïstes.

Ce sont eux qui alimentent les violences qui ensanglantent, depuis le début de l'année 2018, aussi bien dans la capitale qu'à l'intérieur du pays, avec une augmentation des cas de violation des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Nonobstant tous ces défis, le Gouvernement a maintenu l'élan des réformes dans les secteurs de la sécurité et de la défense où sont enregistrées des avancées significatives qui sont le déploiement progressif

des forces de défense et de sécurité intérieure centrafricaines ainsi que la mise en œuvre du programme national de DDRR.

A cet effet, je me réjouis de l'engagement pris par l'Union Européenne ainsi que nos partenaires bilatéraux pour soutenir la formation et la montée en puissance de nos Forces de défense et de sécurité, d'une part, et accompagner la mise en œuvre du plan national de la défense et le déploiement des Forces Armées Centrafricaines, dans la perspective d'une armée de garnison et de l'administration sur l'étendue du territoire national, d'autre part.

De même, ma plus grande reconnaissance va à la MINUSCA, les États Unis d'Amérique, la République Populaire de Chine, la Fédération de Russie et la France, pour l'appui matériel apporté aux Forces Armées Centrafricaines.

Notre ambition, c'est de les voir véritablement opérationnelles et contribuer, aux côtés de la MINUSCA, à l'immense effort de stabilisation et de retour à une paix durable en République Centrafricaine.

Mais, pour gagner ce pari, qu'il me soit donc permis de réitérer, du haut de cette tribune, notre appel pour la levée totale de l'embargo sur les armes qui pèse encore sur notre armée nationale !

- Madame la Présidente,

Le programme de reconstruction de la République Centrafricaine requiert un cadre cohérent matérialisé par le Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix pour la République Centrafricaine (RCPCA) en cours d'exécution et qui a déjà enregistré le lancement par le Gouvernement et ses partenaires internationaux de 21 projets relatifs aux services sociaux de base.

Ces avancées palpables sont le fruit des appuis multiformes, inestimables et dignes d'éloges de nos partenaires stratégiques, tels que la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, l'Union Européenne et l'Agence Française de Développement.

Nous avons également investi nos énergies dans la lutte contre l'impunité par un soutien substantiel à la réhabilitation de l'appareil judiciaire national, ce qui a permis, entre autres résultats, de voir se tenir cette année deux sessions de la Cour d'Assise afin de juger des crimes de droit commun.

Parallèlement, la Cour Pénale Spéciale entamera bientôt ses premières enquêtes pendant que le Gouvernement a établi le cadre pour une Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation.

Dans ce contexte et, un an après son opérationnalisation en septembre 2017, le Panel de Facilitation de l'Initiative africaine de l'Union Africaine a conclu deux tournées de consultations et une réunion avec les groupes armés afin de recueillir leurs revendications dans la perspective de la tenue du dialogue inclusif.

Il me plaît de rappeler que l'Initiative africaine constitue le seul et unique cadre de référence dans lequel doivent s'inscrire toutes les bonnes volontés accompagnant les Centrafricaines et les Centrafricains sur la voie du dialogue.

A cet égard, je continue de veiller à ce que tous les amis de la RCA, dans leur générosité, puissent nous aider en soutenant de façon marquée, les efforts déployés par le Panel de Facilitation de l'Initiative africaine dont les résultats déjà obtenus doivent être capitalisés.

Mon vœu le plus ardent est de permettre à mes compatriotes de résoudre, une fois pour toutes et de bonne foi, leurs divergences et resserrer les liens ancestraux qui les unissent.

- Madame la Présidente,

Aujourd'hui, le Gouvernement et le peuple Centrafricains sont résolument engagés sur la voie de la consolidation du processus démocratique et de relèvement économique du pays.

Face aux nombreuses épreuves qui jonchent notre histoire, nous saurons être patients mais déterminés dans l'action, vigilants et conscients de l'ampleur de la tâche qui reste à faire.

Pour ma part, je puis vous rassurer de ma ferme volonté de ne ménager aucun effort pour créer les conditions de la réconciliation et de la reconstruction de mon pays, pour redonner aux Centrafricains, mon peuple, la joie et le goût du vivre ensemble.

A tous nos partenaires, à l'ensemble de la communauté internationale, pour sa constante sollicitude à notre endroit, notre gratitude est et restera infinie.

Pour conclure, je fonde l'espoir que la communauté internationale restera mobilisée aux côtés du peuple centrafricain et travaillera en synergie avec le Gouvernement pour le relèvement de mon pays.

Je souhaite plein succès à nos travaux.

Je vous remercie.